

LES TACTIQUES DE LA RÉSISTANCE CIVILE AU 21E SIÈCLE DE MICHAEL BEER

TABLEAU 4 ET CHAPITRE 5 : NOUVELLES TACTIQUES DE RÉSISTANCE CIVILE :
SÉLECTION, DESCRIPTIONS ET EXEMPLES

Tableau 4 : Cartographie de nouvelles tactiques de résistance civile

Nature des incitations tactiques Comportement de résistance	Conflictuel (coercitif)					Constructif (persuasif)				
Dire (actes d'expression)	Protestation Acte de communication visant à critiquer ou à contraindre.					Appel Acte de communication visant à informer ou à persuader.				
	Corps humain 1. Flash mob	Arts matériels 3. Casserolade	Technologies numériques 5. Jeu numérique	Langage humain 7. Microphone humain	Corps humain 2. Cheveux et poils	Arts matériels 4. Peintures murales	Technologies numériques 6. Sousveillance	Langage humain 8. Publicité publique		
Ne Pas Faire (actes d'omission)	Non-coopération Refus de se comporter conformément aux attentes, au travers de boycotts et de grèves, afin de sanctionner ou d'augmenter le coût des actions de l'adversaire.					Abstention Interruption ou annulation d'une action prévue ou en cours afin de récompenser ou de persuader l'adversaire				
	Politique 9. Non-coopération inter-agences	Social 10. Refus de célébrer un office religieux	Économique 11. Désinvestissement			12. Suspension		13. Abstention active		
Action ou création (actes de commission)	Intervention perturbatrice Action directe confrontationnelle visant à perturber, modifier ou faire cesser le comportement d'une autre partie.					Intervention créative Action directe visant à illustrer ou élaborer des comportements alternatifs (concurrents) ou à prendre le contrôle d'institutions existantes				
	Politique/judiciaire 14. Obstruction parlementaire	Économique 15. Dénonciation des pratiques d'entreprises	Social 16. Divulgaration de secrets	Physique 17. Die-in	Psychologique 18. Auto-mutilation	Politique 19. Inspection citoyenne	Économique 20. Reprise d'usines par les salariés	Social 21. Mariage pour tous	Physique 22. Masse critique	Psychologique 23. Transparence volontaire

Chapitre 5. Nouvelles tactiques de résistance civile : Sélection, descriptions et exemples

Critères de sélection de nouvelles tactiques de résistance civile

La présente monographie propose d'identifier, à l'aide de critères spécifiques, de nouvelles tactiques de résistance civile dans la lignée des précédents travaux de Gene Sharp. Par conséquent, afin de figurer dans cette publication, les nouvelles tactiques de résistance civile doivent remplir les conditions suivantes :

- a) contraindre ou persuader un groupe ou une collectivité de modifier le statu quo qu'ils soutiennent (un système de gouvernement, une politique, une pratique...),
- b) exclure toute menace ou atteinte physique visant les personnes ou, sauf de rares exceptions, les biens,
- c) sortir du cadre des processus routiniers ou institutionnels dont les résultats procéduraux sont connus, tels que les lois, les tribunaux, les élections, le lobbying ou encore le commerce,
- d) se prêter plausiblement à la mise en œuvre dans une variété de conflits ou de contextes,
- e) ne pas être une action réalisée par un tiers (externe) impartial, comme par exemple les activités d'intervention civile de paix,
- f) afficher un caractère unilatéral et ne pas dépendre de la coopération d'un adversaire
- g) ne pas se constituer essentiellement d'activités logistiques de campagne telles que la formation ou la récolte de fonds.

Les critères exposés ci-dessus ont permis d'identifier des centaines de nouvelles tactiques répertoriées dans l'annexe « Univers des tactiques non violentes ». Vous trouverez plus bas, au sein de la nouvelle catégorisation proposée, un aperçu des tactiques identifiées ces dernières années. Comme l'a constaté Gene Sharp, de nombreuses tactiques peuvent relever de plus d'une catégorie selon leur fonction ou, dans certains cas, selon l'impact recherché.

Les tactiques sont divisées en larges catégories de comportements de résistance tels que le « dire » (actes d'expression), le « ne pas faire » (actes d'omission) et « l'action » ou « la création » (actes de commission). Nous divisons également les méthodes selon qu'elles affichent un caractère conflictuel et coercitif, ou encore constructif et persuasif. De nombreuses tactiques nouvelles, en plus de celles décrites ci-dessous, ont été identifiées pour chacune des catégories. La liste complète figure dans l'annexe « Univers des tactiques non violentes » et est détaillée dans la Base de données des tactiques non violentes.

Nous proposons dans ce chapitre quelques exemples de nouvelles tactiques relevant de chaque catégorie ou sous-catégorie, afin de mettre en lumière des tactiques absentes dans la liste des 198 méthodes non violentes de Gene Sharp.

Tactiques du « dire » (Protestation et Appel)

Nature des incitations tactiques Comportement de résistance	Conflictuel (coercitif)				Constructif (persuasif)			
Dire (actes d'expression)	Protestation Acte de communication visant à critiquer ou à contraindre.				Appel Acte de communication visant à informer ou à persuader.			
	Corps humain	Arts matériels	Technologies numériques	Langage humain	Corps humain	Arts matériels	Technologies numériques	Langage humain
	1. Flash mob	3. Cassero-lade	5. Jeu numérique	7. Microphone humain	2. Cheveux et poils	4. Peintures murales	6. Sousveillance	8. Publicité publique

Cette vaste catégorie comprend des appels positifs et des critiques négatives exprimés de manière verbale, linguistique, comportementale et visuelle. Toute action dans la société – y compris l’occupation de l’espace et le commerce équitable – constitue une forme de communication. Toutefois, cette catégorie de tactiques se compose spécifiquement d’actions visant un objectif considéré principalement et généralement comme communicatif. Les tactiques expressives peuvent servir des fins de confrontation et de menace (protestation) ou encore véhiculer des expressions constructives ou des propositions (appel) ; leur catégorisation dans des cases négatives ou positives suit une logique plutôt arbitraire et fortement contextuelle.

Nous classons les méthodes expressives en quatre sous-catégories en fonction de leur support principal :

- a) Corps humain,
- b) Arts matériels,
- c) Technologies numériques/Internet,
- d) Langage humain.

Les sections suivantes présentent, pour chacune des sous-catégories susmentionnées, deux exemples de tactiques.

a) Le corps humain comme principal support d'expression

Flash Mobs (Protestation)

Une flash mob, ou manifestation éclair, est un rassemblement de personnes réalisant des actions telles que du théâtre de rue, un sit-in ou un blocus, à un moment et dans un lieu précis, sans annonce publique préalable et souvent filmé sur des supports numériques. Une flash mob se produit généralement dans un lieu très fréquenté où elle sera fortement remarquée (gare, jardin public, place centrale d'un campus universitaire...). Il peut s'agir d'une action dont le déroulement n'est pas établi à l'avance et à laquelle les observateurs sont invités à participer.

Conçues à l'origine comme une forme d'art participatif, les flash mobs ont évolué pour se muer en mécanisme de protestation politique. On peut citer comme exemple politique de cette tactique la flash mob de 2009 dans le quartier de Wall Street au cours de laquelle des centaines de manifestants habillés en tenue professionnelle ont réalisé une bataille de polochons géante pour exiger d'être « renfloués » au même titre que les banques. En Thaïlande, en Biélorussie ou encore au Zimbabwe, les manifestants ont exprimé à travers de tels événements leur indignation face aux lois interdisant les manifestations ou les rassemblements publics. En Thaïlande en 2014, les flash mobs ont permis aux manifestants de se disperser et de se redéployer rapidement en cas de répression policière. Contrairement au cas thaïlandais, en Biélorussie les forces de sécurité ont arrêté des manifestants lors d'une flash mob au cours de laquelle les participants se contentaient de taper des mains. Les images absurdes d'arrestations brutales en réponse à des gestes rappelant des applaudissements ont contribué à renforcer le sentiment anti-Loukachenko dans le pays (Mitchell et Boyd, 2012).

Cheveux et poils (Appel)

Se laisser pousser les cheveux et/ou les poils s'est démocratisé dans de nombreux pays occidentaux au cours des années 1960 et 1970 en tant que tactique culturelle. Elle s'inscrivait dans le cadre d'un effort générationnel visant à remettre en question les préjugés et les normes sociétaux. Porter les cheveux longs équivalait à une proclamation de « naturalité » et de « retour à la terre ». La pratique était associée, partout dans le monde, aux mouvements anti-guerre. Des féministes cessaient, pour leur part, de se raser les aisselles et les jambes afin d'exprimer leur refus à l'égard des normes d'hygiène différenciées dans la société. Pour les hommes, se laisser pousser la barbe relève également d'une forme de protestation. En 1981, des policiers new-yorkais se sont laissé pousser la barbe alors que les négociations contractuelles avec la ville se trouvaient dans l'impasse.

b) Les arts matériels comme principal support d'expression

Ces tactiques utilisent des objets matériels, le son et la lumière (marionnettes, banderoles, vêtements colorés, drapeaux, nourriture, musique, phares de véhicules...). L'art se trouve au premier plan de nombreuses campagnes non violentes poursuivant des objectifs tant de protestation que d'appel (Bloch, 2015). Voici deux exemples absents de la liste classique élaborée par Gene Sharp :

Casserolade (Protestation)

La casserolade, technique inventée dans les années 1970, est une forme de protestation qui se démarque par son caractère bruyant. Elle consiste à frapper des ustensiles domestiques métalliques dans les rues. Un exemple émouvant de 2016 a vu des manifestants vénézuéliens réintroduire la casserolade pour exprimer leur frustration à l'égard du président Nicolás Maduro. L'initiative ciblait particulièrement l'état de l'économie et le manque de nourriture dont souffrait beaucoup, ce qui rendait d'autant plus significatif le symbole des casseroles comme accessoires de résistance civile. Des casserolades ont parfois été réalisées simultanément dans plusieurs endroits, souvent des domiciles, afin de compliquer la réponse policière. Historiquement, les femmes ont été nombreuses à participer aux casserolades. Afin de rendre le bruit supportable aux manifestants et éviter les maux de tête, les participants portent souvent des bouchons d'oreille (Ulmer, 2016 ; Christoff).

Peintures murales (Appel)

Les peintures murales utilisent les arts matériels d'une manière constructive et persuasive, avec pour objectif d'inspirer un public. Il s'agit de peintures de dimensions importantes réalisées sur des façades de bâtiments ou des murs. Pendant la dictature du général Pinochet au Chili, le photographe Andrés Romero Spethman a suivi de nombreuses brigades de peintres qui créaient des représentations saisissantes des problèmes sociaux et politiques du pays. Les tableaux, qui couvraient souvent des murs entiers, mettaient en scène des personnalités politiques sous un angle satirique ou portaient des images d'espoir pour le peuple chilien. Toutefois, ces peintures ont été recouvertes par les autorités peu de temps après leur réalisation (Harvard Digital Collection, n.d.).

Des conflits à travers le monde, du Timor oriental à la Palestine en passant par l'Irlande du Nord, ont mobilisé cette tactique. Dans le cadre du projet Face 2 Face de 2007, des Palestiniens et des Israéliens pratiquant le même métier ont été photographiés, et leurs portraits collés de part et d'autre du mur de séparation dans des villes situées tant en Israël qu'en Palestine. Une variante de ce projet consiste à créer des « peintures jumelles ». À titre d'exemple, la création de peintures jumelles a été coordonnée entre Olympia, dans l'État de Washington (États-Unis) et Rafah, dans la bande de Gaza, dans un but de sensibilisation et de solidarité. Malheureusement, les projets de peintures murales sont susceptibles d'être « redécouverts » et modifiés. Par exemple, après la chute du président égyptien Hosni Moubarak, des groupes politiques concurrents ont repeint à plusieurs reprises les peintures murales réalisées sur la place Tahrir.¹

¹ L'auteur a observé ce phénomène lors d'un voyage au Caire en 2012.

c) *Les technologies numériques/Internet comme principal support d'expression*

La révolution numérique, à la fois comme moyen de communication et comme environnement de lutte de pouvoir et de conflit, a conduit à la création et à la montée en puissance de nouvelles méthodes de résistance civile. La plupart de ces méthodes relèvent de la catégorie des appels et des protestations, et leur développement a été suivi de près par le Dr. Mary Joyce et ses collègues dans l'ouvrage *Civil Resistance 2.0*, cité plus haut dans la présente monographie. La plupart des méthodes numériques peuvent servir à des fins de protestation et/ou d'appel. En voici deux exemples :

Jeux numériques (protestation)

Les jeux numériques ont été utilisés pour consolider l'opinion publique par rapport à des causes politiques. Au Mexique, des programmeurs ont conçu un jeu en ligne pour exprimer leur opposition aux valeurs portées par Donald Trump lors de sa première campagne présidentielle. Le jeu consiste pour les utilisateurs à jouer le rôle de Trump, en essayant d'amasser le plus d'argent possible, en marginalisant les minorités et en se coiffant (Matthews, 2015). En 2019, des manifestants hongkongais ont mis au point un jeu vidéo interactif de réalité virtuelle pour permettre aux joueurs d'approcher l'expérience d'une manifestation. Les joueurs sont sensibilisés aux événements importants qui ont marqué le mouvement, tout en effectuant des manœuvres pour éviter les gaz lacrymogènes ou la police. Les développeurs ont fait remarquer que la création du jeu constituait une forme de protestation en soi, suite aux critiques formulées à l'encontre de Google et de Blizzard Entertainment pour avoir, peu avant, banni de leurs plateformes les jeux et les joueurs engagés en faveur de la mobilisation à Hong Kong (Reuters, 2019).

Sousveillance (appel)

La sousveillance, par opposition à la surveillance, est l'enregistrement d'une activité du point de vue d'une personne qui y est impliquée. À titre d'exemple, en 2007, des téléphones portables ont été utilisés au Sierra Leone et au Ghana pour enquêter sur des irrégularités et des intimidations pendant les élections (Green, 2008). La **surveillance inverse**, sous-ensemble de la sousveillance, implique généralement une surveillance ascendante des systèmes de surveillance eux-mêmes, ainsi que des institutions et des structures de pouvoir. Les exemples de cette pratique vont de groupes de vigilance revendiquant le droit à la vie privée aux activités journalistiques telles que le « Secret Surveillance Catalogue » de *The Intercept*, qui répertorie les technologies de surveillance utilisées par l'Etat fédéral américain. Les activistes pratiquent couramment la sousveillance pour prévenir la répression policière, même dans les cas où les enregistrements audio ou vidéo ne sont pas immédiatement diffusés. Un autre sous-ensemble est la « **sousveillance alibi** », où des individus ou des groupes enregistrent leurs activités afin de se défendre contre des manipulations de faits et du narratif. Les manifestants non violents peuvent choisir de diffuser en direct leur manifestation afin de documenter leurs actions au cas où les participants seraient arrêtés ou accusés à tort d'actes répréhensibles.

d) Le langage humain comme principal support d'expression

Certaines tactiques mettent l'accent sur l'expression langagière. Elles relèvent dans bien des cas des médias écrits (journaux, revues, livres, etc.), qui se présentent comme des méthodes lorsqu'ils sont mobilisés, dans des situations de conflit, à des fins de protestation ou de persuasion. Les tactiques basées sur le langage humain peuvent constituer à la fois des appels et des menaces dans une variété d'espaces constructifs et conflictuels.

Microphone humain (protestation)

Généralisé par le mouvement Occupy, le microphone humain est une forme de communication verbale permettant à un orateur de diffuser un message à un large public. L'intervenant parle en phrases courtes qui sont immédiatement reprises par les membres du public se trouvant à portée de voix, et ensuite par vagues successives jusqu'à atteindre les personnes les plus éloignées. Grâce à cette méthode, des milliers de personnes entendent les propos d'un orateur, même en l'absence de sonorisation. Elle peut également contribuer à fédérer un public, favoriser la communication et la compréhension, et susciter un impact émotionnel fort chez un intervenant qui entend largement répéter ses propos. En outre, elle tend à limiter les conversations parallèles, ce qui favorise l'attention et la concentration au sein d'une foule nombreuse.

Cependant, le processus de répétition peut s'avérer fatigant. Les vagues de répétitions secondaires et tertiaires risquent de devenir difficiles à suivre et peu cohérentes, et l'obligation de s'exprimer par phrases courtes peut constituer un frein à l'expression d'idées complexes. Cette méthode est de plus en plus utilisée comme forme de protestation pour noyer ou interrompre les propos d'adversaires, tels que des candidats lors de meetings électoraux (utilisateur YouTube « noplatform for IMF », 2013).

Publicité politique (appel)

Les médias grand public continuent de servir de plateforme centrale pour des débats au sein de groupes comme de la société dans son ensemble. La publicité politique constitue une tactique courante pour informer ou persuader par des appels dans le cadre de la sous-catégorie « langage humain ». La publicité politique, telle que pratiquée par des entreprises, des partis politiques ou des individus fortunés, est si courante dans de nombreux pays qu'elle ne serait généralement pas considérée comme une tactique d'action non violente. Cependant, lorsque le financement d'une telle initiative provient d'un grand nombre d'individus ou de groupes qui sont généralement exclus du discours public, la publicité politique payante est un moyen de faire connaître ses opinions et de plaider en faveur de politiques soutenues par une campagne ou un mouvement. Ces messages peuvent cibler les adversaires des campagnes/mouvements en question ou encore l'audience des médias en général. Des publicités financées par le biais du crowdfunding ont été diffusées par divers canaux, dont la télévision, les médias sociaux, des panneaux d'affichage, des journaux, des magazines, ainsi que la radio. En 2015, Amnesty International a fait appel au crowdfunding auprès de quelque 1 000 citoyens britanniques afin de financer des publicités publiques visant à empêcher la révocation par le gouvernement national d'une loi sur la protection des droits humains (Amnesty International UK, 2015).

Tactiques du « Ne Pas Faire » (Non-coopération et Abstention)

Nature des incitations tactiques Comportement de résistance	Conflictuel (coercitif)			Constructif (persuasif)	
Ne Pas Faire (actes d'omission)	Non-coopération Refus de se comporter conformément aux attentes, au travers de boycotts et de grèves, afin de sanctionner ou augmenter le coût des actions de l'adversaire.			Abstention Interrompre ou annuler une action prévue ou en cours afin de récompenser ou persuader l'adversaire.	
	Politique 9. Non-coopération inter-agences	Social 10. Refus de célébrer un office religieux	Économique 11. Désinvestissement	12. Suspension	13. Abstention active

Le fait de ne rien faire n'est généralement pas considéré comme un acte. En revanche, dans le contexte de la résistance civile, l'inaction *intentionnelle* et contraire aux attentes constitue un acte d'omission. Les tactiques d'omission se répartissent en deux sous-catégories : la non-coopération et l'abstention.

La non-coopération désigne le refus de réaliser des comportements attendus ou obligatoires. Ces tactiques, qui visent à priver un adversaire de la coopération attendue, constituent la grande majorité des actes d'omission. Gene Sharp a répertorié plus de 100 méthodes de non-coopération, relevant principalement des sphères économique, sociale ou encore politique. La présente monographie conserve les sous-catégories établies par Sharp relatives à la non-coopération politique, sociale et économique, tout en identifiant de nouvelles méthodes pour chacune d'entre elles.

L'abstention implique, outre la non-coopération en tant qu'acte constructif d'omission, l'interruption ou la suspension de cette non-coopération ainsi que d'actions ou expressions perturbatrices afin de récompenser ou de persuader l'adversaire. La catégorisation de ces méthodes, mises en œuvre initialement par Gandhi, n'avait pas été entreprise jusqu'à présent. Il s'agit d'actions positives réalisées de façon unilatérale afin de témoigner de bonne foi auprès d'un adversaire et/ou du grand public. Elles peuvent théoriquement être utilisées pour

récompenser un adversaire du fait de son comportement, de ses politiques ou de ses déclarations. La mise en œuvre de telles pratiques est néanmoins relativement rare.

Tactiques de non-coopération : Actes d'omission conflictuels

Les sections suivantes présentent deux exemples de tactiques pour chacune des trois sous-catégories : non-coopération politique, non-coopération économique et non-coopération sociale.

Non-coopération politique

La non-coopération politique est un acte d'omission qui consiste à retirer sa coopération vis-à-vis d'entités ou d'exigences politiques. Voici un exemple qui ne figure pas dans la liste des méthodes de l'action non violente telle que proposée par Gene Sharp :

Non-coopération inter-agences

La non-coopération inter-agences se produit lorsqu'un organisme public ou autre retient des informations ou des ressources afin d'empêcher la réalisation d'une action, telle que la répression des activistes par l'État. Lors de grandes manifestations en Corée du Sud en 2015, les pompiers ont coupé l'alimentation en eau des bouches d'incendie afin d'empêcher les forces de sécurité d'arroser les manifestants (Lee, 2016). À la suite de l'annonce par le service américain de l'immigration et des douanes (ICE) de raids massifs prévus pour rechercher les résidents sans papiers dans les grandes villes du pays, plusieurs villes américaines ont déclaré leur refus de coopérer avec cette agence fédérale. La maire de Chicago à l'époque, Lori Lightfoot, avait ordonné à la police municipale de ne pas coopérer avec l'ICE et de lui refuser l'accès à la base de données policière, en particulier en ce qui concerne les informations relatives à l'immigration.

Non-coopération sociale

La non-coopération sociale est un acte d'omission qui consiste à refuser d'adopter un comportement attendu ou obligatoire dans des environnements sociaux ou de la société civile. Ces méthodes sont souvent classées sur un continuum allant d'ostracisme d'individus au retrait d'un système social entier, en passant par des actions de non-coopération vis-à-vis d'événements, de coutumes ou d'institutions spécifiques.

Refus de célébrer un office religieux

Les autorités confessionnelles peuvent refuser des rites religieux aux fidèles qui sont en conflit avec l'institution religieuse ou qui enfreignent ses enseignements. Les interdits et les excommunications constituent d'autres méthodes de non-coopération religieuse à la disposition du clergé.

La résistance des moines bouddhistes vis-à-vis des généraux birmanes en 1990 et en 2007 en sont un exemple. Les moines ont refusé, en retournant leurs bols à aumônes, d'accepter les offrandes de nourriture des chefs militaires qui avaient agressé des moines et des civils. Les bouddhistes estiment que le fait de ne pas fournir de nourriture aux moines porte atteinte à leur mérite religieux. En France, des ecclésiastiques musulmans ont marqué leur opposition à Daech en refusant les rites funéraires à un musulman ayant assassiné un prêtre catholique (La Porte, 2016).

Non-coopération économique

La non-coopération économique est un acte d'omission qui consiste à refuser de vendre son travail (grève) ou d'acheter un service ou un produit (boycott).

Désinvestissement

Dans les années 1980, les principales organisations religieuses américaines ont contraint les sept principales banques du pays à désinvestir leurs fonds de retraite d'entreprises qui tiraient profit de l'apartheid en Afrique du Sud. Des fonds de pension syndicaux et nationaux ont également exercé leur influence au fil des ans en se désinvestissant des entreprises dont ils réprouvent le comportement. Le fonds de pension norvégien Global Pension Fund, d'une valeur de 900 milliards de dollars US, s'est désengagé en 2015 des acteurs de la filière du charbon afin de retirer leur soutien aux entreprises qui contribuent au dérèglement climatique (Crawford-Browne, 2017).

Abstention : Actes d'omission constructifs

La plupart des exemples d'abstention interviennent dans le cadre d'une approche constructive du conflit : les protagonistes choisissent de reporter ou d'interrompre une action de résistance afin de persuader ou d'influencer un adversaire ou le public. » Alors que la non-coopération consiste à ne pas adopter le comportement souhaité par l'adversaire, l'abstention consiste à ne pas réaliser ou à ralentir les actions *non souhaitées* par l'adversaire. Ce choix, stratégique et délibéré, est mis en œuvre par les militants pour faire avancer, et non pas suspendre, la lutte tout en se rapprochant des objectifs fixés. Ces méthodes ne reflètent pas un recul ou un renoncement. L'abstention peut également être considérée comme une forme de coopération volontaire visant à récompenser à court terme un adversaire ou le public, avec pour but de modifier la dynamique de la lutte afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de la campagne à long terme.

Il s'agit d'interrompre ou de suspendre intentionnellement une action en cours ou encore de ne pas passer à l'acte par rapport à une action planifiée. L'abstention est à distinguer de la suspension ou l'effondrement de grèves, blocus ou occupations du fait de l'échec des campagnes associées. Les stratèges astucieux cherchent naturellement à caractériser leurs retraites (abstention) en des termes positifs afin de

pouvoir se regrouper et poursuivre la lutte dans un contexte nouveau. Ces tactiques peuvent également avoir comme objectif de fédérer les militants ou de consolider leur volonté.

Les tactiques d'abstention, comme la plupart des méthodes d'action constructives, comportent des risques, notamment stratégiques. Les opposants ou les adversaires risquent de ne pas réagir positivement aux récompenses ou aux incitations. Ils peuvent également mettre en doute la sincérité ou les motivations des acteurs non violents. Par ailleurs, un adversaire pourrait interpréter ces méthodes comme un signe de faiblesse du mouvement et, au lieu d'accepter des négociations, profiter de l'occasion pour accroître la violence. Le choix de réduire la pression sur un adversaire pourrait ainsi provoquer des attaques d'une plus grande intensité. Néanmoins, ces tactiques, utilisées judicieusement, peuvent s'avérer efficaces.

L'abstention ne comporte pas de sous-catégorie. Nous avons plutôt identifié deux types de tactiques : les actions qui visent à interrompre ou à geler une tactique en cours (**suspension**) et celles qui empêchent la réalisation d'une action planifiée (**abstention active**). Voici deux exemples de tactiques d'abstention :

Suspension

Acte d'omission qui consiste à interrompre temporairement une action en cours à laquelle l'adversaire s'oppose.

Suspension d'une action non violente perturbatrice en cours

En 2017, des salariés de l'aéroport de Newark, dans le New Jersey (États-Unis), ont unilatéralement suspendu leur grève engagée contre les pratiques de travail déloyales, en signe de bonne volonté envers le public et les autorités (News12, 2017). La grève avait été déclarée en réponse au rejet par les compagnies aériennes des tentatives de la part des travailleurs de se syndicaliser afin de négocier une revalorisation salariale et une amélioration des horaires de travail. La suspension de la grève est intervenue lorsque American Airlines a finalement accepté de rencontrer le représentant syndical. L'aéroport a ensuite reconnu le syndicat, instaurant une coopération mutuelle qui se poursuit encore aujourd'hui.

Abstention active

Acte qui empêche la réalisation d'une action planifiée à l'encontre de l'adversaire.

Abstention active d'une action non violente planifiée

Le syndicat Solidarnosc en Pologne avait prévu une grève générale le 30 mars 1981 pour protester contre les brutalités policières envers les travailleurs. Suite aux propositions du gouvernement communiste proposant des concessions et l'ouverture de négociations, le leader du mouvement, Lech Wałęsa, a unilatéralement décrété que la grève générale n'aurait pas lieu.

Tactiques d'« Action ou de Création » (Interventions perturbatrices et créatives)

Nature des incitations tactiques Comportement de résistance	Conflictuel (coercitif)					Constructif (persuasif)				
Action ou Création (actes de commission)	Intervention perturbatrice Action directe conflictuelle visant à perturber, modifier ou faire cesser le comportement d'une autre partie.					Intervention créative Action directe visant à illustrer ou élaborer des comportements alternatifs (concurrents) ou à prendre le contrôle d'institutions existantes				
	Politique/judiciaire 14. Obstruction parlementaire	Économique 15. Dénonciation des pratiques d'entreprises	Social 16. Divul-gation de secrets	Physique 17. Die-in	Psychologique 18. Auto-mutilation	Politique 19. Ins-pection citoyenne	Économique 20. Reprise d'usines par les salariés	Social 21. Mariage pour tous	Physique 22. Masse critique	Psychologique 23. Transparence volontaire

La présente monographie divise la vaste catégorie de méthodes d'intervention répertoriées par Gene Sharp en deux sous-catégories : interventions créatives et interventions perturbatrices. Les interventions perturbatrices sont des actions directes qui exercent une pression visant à perturber, modifier ou faire cesser le comportement d'une autre partie. Cette sous-catégorie de méthodes cherche à « s'interposer plus directement entre l'adversaire et la réalisation de son objectif » (McCarthy 1997, 323). Parmi les exemples historiques figurent les blocus, les invasions, les grèves de la faim ou encore le refus de service, ainsi que quelques tactiques de résistance quotidiennes comme la contrefaçon et la désertion.

Les interventions créatives sont des actions directes qui préfigurent (illustration ou élaboration) des comportements, normes et institutions alternatifs. Parmi les exemples courants se trouvent les gouvernements parallèles, les monnaies alternatives, les journaux alternatifs ou encore le langage alternatif. Sont également incluses de rares interventions qui accordent unilatéralement à l'adversaire des récompenses ou des propositions avantageuses, ainsi que des éléments de programmes constructifs qui visent, en plus de renforcer des campagnes internes, à perturber ou à heurter les intérêts de l'adversaire. Cette sous-catégorie comprend en outre certaines tactiques de résistance

quotidiennes telles que les marchés noirs. La présente monographie conserve les sous-catégories de Sharp concernant les méthodes d'intervention (politique, économique, sociale, physique et psychologique), tout en identifiant de nouvelles tactiques qui viennent compléter chacune de ces sous-catégories.

Interventions perturbatrices : Actes de commission conflictuels

Les sections suivantes présentent un exemple de tactique pour chacune des cinq sous-catégories d'interventions perturbatrices : politique, économique, sociale, physique et psychologique.

Intervention perturbatrice politique/judiciaire

Acte de commission, cette intervention est utilisée dans les domaines politique et judiciaire pour entraver ou subvertir les autorités politiques ou le système judiciaire d'un adversaire.

Obstruction parlementaire

Cette méthode est utilisée par des parlementaires pour interrompre ou ralentir des procédures législatives par des moyens extralégaux ou extra-réglementaires. L'obstruction se fait souvent par des cris, des chants ou encore la répétition de slogans. Des sit-in et d'autres actions de perturbation physique sont également déployés, souvent pour empêcher la tenue d'un vote. Une possibilité additionnelle consiste à soustraire des outils ou instruments utilisés dans les procédures parlementaires, à l'instar de l'initiative au Nigeria qui consistait à dérober de l'Assemblée nationale une masse symbolique sans la présence de laquelle aucune loi ne pouvait être adoptée (Taylor, 2018). Des membres du Parlement européen ont commis un acte d'obstruction parlementaire en juillet 2018 en coupant leur microphone comme manifestation de solidarité vis-à-vis d'interprètes en grève (France24, 2018).

Intervention perturbatrice économique

Cette intervention tactique concerne la sphère économique et vise principalement à faire peser sur l'adversaire des coûts financiers.

Dénonciation (entreprises)

La dénonciation désigne la divulgation par des journalistes ou des initiés d'informations confidentielles. Les dénonciateurs (ou lanceurs d'alerte) sont des individus (salariés, sous-traitants, fournisseurs ou encore clients) qui signalent des activités illégales au sein d'une entreprise. Les dénonciateurs peuvent prendre connaissance de l'activité illégale en étant directement témoins de l'acte en question, à travers la lecture d'informations privilégiées ou en étant informés de l'activité par un tiers. Un initié qui divulgue des informations de manière confidentielle auprès d'un journaliste ou d'un autre lanceur d'alerte est connu sous le nom de « fuitier ». Des entreprises du monde entier ont été exposées et obligées de rendre des comptes suite à la divulgation, par des personnes averties, d'information sur des pratiques dangereuses.

Un exemple concerne un auditeur russe du nom de Sergueï Magnitski qui a dénoncé des policiers russes pour avoir remis des documents confisqués à des criminels (hauts fonctionnaires russes et hommes d'affaires liés au Kremlin), lesquels se sont ensuite servis des informations ainsi obtenues pour prendre le contrôle de trois sociétés de Hermitage Capital Management et récupérer frauduleusement 230 millions de dollars d'impôts précédemment payés par l'entreprise (Browder, 2015).

La dénonciation est généralement considérée comme un acte de trahison par l'institution concernée, et les représailles peuvent être sévères. Suite à sa dénonciation, Magnitski a été torturé et battu à mort par la police alors qu'il était détenu en prison. Il s'agit d'une tactique à haut risque mais à fort impact, à envisager avec prudence.

Intervention perturbatrice sociale

Ce type d'intervention tactique « prend la forme d'une intrusion directe dans les modèles de comportement, les événements et les institutions sociaux » (Sharp, 1973).

Divulgaration de secrets

L'« outing » ou « déplacardage » est une technique consistant à révéler un secret sur la vie personnelle d'un individu qui souligne une contradiction avec ses actions ou prises de position publiques. Dans les années 1980, des membres de la communauté gay ont révélé le comportement homosexuel de certains hommes politiques pour démontrer une discordance avec leur réprobation publique de l'homosexualité ou leur soutien aux lois et aux normes jugées oppressives par la communauté gay. Un autre exemple d'outing concerne des révélations au sujet d'hommes politiques connus pour prôner l'interdiction de l'IVG et qui ont néanmoins encouragé leur partenaire à recourir à cette procédure. Si ce type de révélation se fait généralement par le biais des arts ou d'organes de presse réputés, les médias sociaux ou les forces de l'ordre peuvent également y jouer un rôle.

Intervention perturbatrice physique

Ce type d'intervention tactique consiste à déployer des corps ou des objets à des endroits où leur présence n'est ni autorisée ne souhaitée, afin d'entraver, de perturber ou de gêner un adversaire ou ses alliés.

Die-in

Également connue sous le nom de « lie-in », cette technique consiste pour les manifestants à simuler la mort afin d'occuper un espace. Les die-in sortent généralement du cadre de simple mise en scène théâtrale. Ils ont pour objectif de bloquer la circulation piétonne ou véhiculaire et d'attirer l'attention, d'où l'utilisation habituelle de pancartes, de faux sang ou d'autres accessoires. Si la pratique remonte au milieu du XX^e siècle, elle a gagné en popularité au cours de la dernière décennie. En 2016, des activistes hongkongais protestant contre l'abattage massif de requins pour la soupe ont organisé un die-in vêtus de combinaisons de requin ensanglantées (Efe, 2016). L'utilisation de sang

(réel ou faux) est fréquente, de même que le dessin à la craie de corps – évoquant un site de meurtre – qui reste longtemps après la fin de la manifestation.

Intervention perturbatrice psychologique

Les tactiques de ce type sont très controversées car elles en appellent souvent à l'auto-souffrance ou à la dramatisation visant à attirer l'attention sur le message ou les besoins d'une personne.

Automutilation (art corporel)

L'automutilation est une technique d'auto-souffrance souvent teint de transgression culturelle, visant à troubler le narratif promu par un adversaire ou une société. Une forme courante d'automutilation consiste à se coudre les lèvres pour dramatiser une cause par l'expression visuelle du silence imposé ou de la censure et/ou pour illustrer de manière graphique une grève de la faim. Cette pratique a été employée dans de nombreux pays par des réfugiés détenus dans des prisons ou des camps. Les tatouages sont un autre moyen courant de promouvoir des opinions. Les défenseurs des droits des animaux se sont parfois marqués au fer rouge afin de démontrer la cruauté du marquage des animaux. Se raser la tête s'illustre comme une forme temporaire de mutilation corporelle, les cheveux ayant tendance à repousser.

L'automutilation est considérée comme une forme d'atteinte à soi-même sans intention suicidaire. Certains placent l'automutilation dans la catégorie des actions non violentes, car personne ne souffre à part l'auteur de l'action. D'autres affirment au contraire que seules les tactiques qui ne provoquent aucune souffrance, y compris chez l'auteur de l'action, entrent dans la catégorie des actions non violentes.

Intervention créative : Actes de commission constructifs

Comme indiqué plus haut, la présente monographie introduit une catégorie autonome de tactiques non violentes : l'intervention créative (également connue sous le nom de méthode préfigurative ou de programme constructif). Ces tactiques intègrent des efforts visant à illustrer ou élaborer des modèles de comportement et des normes, ou encore des institutions politiques, économiques, sociales et culturelles qui remettent en question d'une certaine manière l'ordre établi ou la réputation d'un adversaire. Ces actions utilisent parfois des récompenses et des approches constructives pour persuader un adversaire, réduire sa méfiance vis-à-vis des activistes et/ou remettre en question l'ascendance de l'adversaire sur la société, sans nécessairement le défier ouvertement. Plutôt que de cibler directement un adversaire concret et personnifié (p. ex. le dirigeant d'un régime), ces interventions visent souvent une transformation à long terme de la société. Parmi les tactiques les plus courantes figurent les dispositifs alternatifs (marchés, systèmes de transport, institutions sociales, communications, institutions économiques), ainsi que la double souveraineté ou les gouvernements parallèles.

Des colons américains au XVIII^e siècle, des Polonais et des Algériens au XIX^e siècle, des Ghanéens et des Zambiens du XX^e siècle ont tous créé des associations économiques, sociales, politiques et religieuses indigènes comme forme de résistance à la colonisation, et qui fonctionnaient souvent en parallèle des institutions formelles du système dominant. Gandhi a contribué à généraliser l'action sans relâche comme forme de résistance culturelle et économique. Il a notamment incité les Indiens à filer le coton pour encourager l'autonomie de la population et réduire sa dépendance à l'égard des usines textiles britanniques. Le rouet reste d'ailleurs le motif central du drapeau de la République de l'Inde [NdT : Si le motif du rouet ornait effectivement le drapeau de l'Inde avant l'indépendance, le motif central du drapeau actuel est l'Ashoka Chakra, représentation symbolique du *dharma*]. Gandhi s'est également illustré à travers la « marche du sel » jusqu'à l'océan Indien, initiative visant à encourager ses compatriotes à recueillir leur propre sel (une activité illégale), ce qu'il considérait comme un droit universel et inaliénable. Des millions d'Indiens ont ainsi rejoint le *Mahatma*, et le régime colonial britannique s'est vu ébranlé et affaibli par la perte de recettes fiscales et le caractère massif de la désobéissance. L'intervention constructive déployée dans un contexte conflictuel porte différents noms : action préfigurative, programme constructif, intervention créative, développement institutionnel, institutions parallèles, résistance culturelle, projection de l'avenir dès le présent, action non violente pour « bâtir ou créer ».

La grève inversée produit un exemple atypique de récompense unilatérale d'un adversaire, à l'instar de demandeurs d'emploi en Italie (lâchés pour compte par les autorités) qui ont pris l'initiative de réparer une route indispensable (négligée par ces mêmes autorités).

Voici quelques tactiques nouvellement identifiées pour chacune des cinq sous-catégories d'interventions créatives : politique, économique, sociale, physique et psychologique.

Intervention créative politique/judiciaire

Cette intervention est un ensemble positif d'actions physiques et matérielles visant à récompenser un adversaire ou un allié potentiel, ou encore à le persuader de tolérer ou de soutenir les objectifs d'une campagne. Parmi les exemples figurent les procès inversés, les élections factices et les inspections citoyennes.

Inspections citoyennes

Les citoyens contrôlent le travail des fonctionnaires afin d'obtenir et de divulguer des données compromettantes pour l'organisme public tout en suscitant un soutien à la cause défendue. Dans les années 1970 en Pennsylvanie (États-Unis), une équipe d'inspection citoyenne a secrètement « inspecté » un bureau local du FBI et en a soustrait des documents prouvant une surveillance illégale massive et des tentatives de sabotage de mouvements sociaux de la part de l'institution. Cet effort, s'il ne constituait pas un plaidoyer direct en faveur d'autres initiatives d'inspection citoyenne, a néanmoins permis de faire pression sur les législateurs pour assurer un contrôle plus strict des forces de l'ordre et mettre un terme à l'impunité dont bénéficiaient ces instances. Un autre exemple nous vient de citoyens est-allemands qui ont pénétré, le 15 janvier 1990, dans le quartier général de la police secrète à Berlin-Est, où ils ont empêché la destruction programmée de dossiers importants et révélateurs. D'autres enquêteurs citoyens ont découvert des équipements de surveillance de la Stasi dans les locaux d'entreprises et au bureau de poste de la capitale est-allemande.

Cependant, les inspections citoyennes se présentent parfois comme de simples mises en scène théâtrales avec des loupes et des appareils-photo surdimensionnés, car les autorités refusent souvent aux citoyens l'accès aux lieux.

Intervention créative économique

Ces tactiques visent à établir de nouvelles institutions ou relations économiques par le biais d'un système de récompense afin de persuader un adversaire ou d'illustrer de meilleures façons d'organiser les affaires économiques. Il s'agit par exemple de « boycotts » (orientation du choix des consommateurs vers des entreprises autres que les adversaires boycottés), de « copyleft » ou « gauche d'auteur » (par opposition au droit d'auteur, mise à disposition gratuite de matériel à condition que les attributions soient fournies) et d'expropriation (cette dernière est expliquée ci-dessous).

Expropriation

Cette tactique consiste pour les travailleurs à prendre définitivement le contrôle de sites de production et à les transformer en entreprises coopératives détenues par les travailleurs. En 2001, plus de 300 usines ont fait faillite lors de l'effondrement économique en Argentine. Les propriétaires en faillite se sont enfuis pour éviter des poursuites de fraude ou ont simplement été remplacés par les travailleurs, ces derniers assumant la gestion et la propriété des entreprises (Balch, 2013).

L'expropriation est un exemple puissant d'action non violente qui pourrait être décrite comme une « reprise » ou une « prise de pouvoir. » Il existe de nombreux cas où un État (ou une entreprise) abusif se voit confronter à des actions de masse aux termes desquelles les institutions de l'État ne sont pas refondées, mais simplement reprises et les anciens employés écartés. Il n'est pas toujours évident de classer ces méthodes dans la catégorie d'actions de persuasion ou de récompense.

Intervention créative sociale

Composée d'actes de commission, cette catégorie se définit par des actions physiques ou matérielles visant à modifier, de manière constructive, les comportements sociaux et les institutions culturelles. Dans les conflits axés sur l'autodétermination et les questions d'identité, les activistes utilisent parfois ces méthodes en conjonction avec des objectifs politiques et économiques. Citons parmi les exemples les femmes ordonnées officiantes religieuses sans le consentement des autorités, les séances de prières et le mariage pour tous (ce dernier point est expliqué ci-dessous).

Mariage pour tous

Le mariage est une pratique culturelle mondiale étroitement liée à la religion. L'histoire regorge d'exemples transgressifs de personnes cherchant à se marier en dépit de tabous sociaux, religieux ou juridiques. Des efforts coordonnés de la part de nombreuses personnes

cherchant à célébrer un mariage tabou répondent à la définition de la résistance civile. Le mouvement pour l'égalité du mariage entre personnes de même sexe en est un exemple récent. Les couples de même sexe commençaient à partir des années 1970 à organiser ouvertement des cérémonies de mariage alternatives dans divers pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Ces mariages n'étaient légalement reconnus par aucune juridiction.

Dans de nombreux pays, l'État délègue aux institutions religieuses le droit de célébrer des mariages. Des militants LGBTQ ont donc initié des campagnes visant à persuader leurs communautés religieuses de célébrer leurs mariages, même sans reconnaissance de l'État. Étant exclue de la plupart des congrégations religieuses, la communauté LGBTQ a fondé sa propre église, l'Église communautaire métropolitaine (EMC ou MCC en anglais). L'EMC comptait en 2017 plus de 220 congrégations,² dont certaines opèrent encore dans l'illégalité dans des pays tels que l'Ouganda, le Nigeria, l'Iran ou l'Arabie saoudite, où ses membres sont exposés à des risques extrêmes. L'EMC a célébré son premier mariage en 1969. La décennie suivante, diverses confessions ont commencé à célébrer des unions entre personnes du même sexe et, à partir des années 1990, des mariages entre personnes du même sexe. Malgré le manque de reconnaissance juridique de ces unions à l'époque, les confessions qui les pratiquaient ont contribué à exercer sur le grand public, le judiciaire et les parlements une pression politique, morale et sociale pour que les institutions soutiennent le droit au mariage homosexuel.

Intervention créative physique

Ces méthodes exploitent principalement des corps humains ou des objets pour entraver l'adversaire dans ses pratiques au moyen de nouveaux modèles sociaux ou de changements matériels, comme le fait de retirer l'asphalte d'un terrain pour y planter un jardin. Parmi les exemples figurent des kiss-ins, le forçage de blocus ou encore la masse critique (cette dernière est expliquée ci-dessous).

Masse critique (cyclisme)

Des cyclistes organisent régulièrement des actions de masse critique afin de reprendre les rues aux véhicules motorisés. Lors de ces manifestations, les cyclistes se rassemblent en grand nombre – généralement l'après-midi du dernier vendredi du mois – et improvisent un parcours de masse dans les rues de la ville, souvent au mépris du code de la route. Ce type de manifestation remonte, dans sa forme actuelle, à 1992 à San Francisco, en Californie (États-Unis) (Garofoli, 2002). La rencontre avait pour but de contester la prédominance des véhicules motorisés, de favoriser des comportements plus respectueux vis-à-vis des cyclistes et de laisser entrevoir un avenir où les mobilités douces et écologiques, dont en premier lieu le vélo, constitueraient les moyens de transport principaux.

Intervention créative psychologique

² Pour en savoir plus : <https://www.mccchurch.org/>.

Ces méthodes, axées sur la psychologie, tentent d'influencer la façon de penser des individus au moyen de récompenses ou de changements de paradigme. Parmi les exemples figurent les récompenses comme incitations, le fait de poser des fleurs dans les fusils, et la transparence volontaire (cette dernière est expliquée ci-dessous).

Transparence volontaire

L'un des principaux défis auxquels les organisateurs des manifestations de 2012 contre les élections parlementaires truquées en Russie ont fait face était de susciter la confiance de manifestants potentiels. Pour ce faire, *Networked Public TV* (SOTV), un nouveau canal en ligne, a diffusé des discussions en coulisse entre les organisateurs, y compris sur des aspects financiers. La transparence financière volontaire est donc une technique puissante qui sert non seulement à accroître la crédibilité des organisateurs, mais aussi à mettre en relief les pratiques opaques et corrompues des gouvernements.

Les 23 tactiques décrites ci-dessus ne sont qu'un maigre échantillon d'un ensemble de données vaste et croissant dans le domaine de la résistance civile. Les tactiques varient considérablement en termes de lieu, de contexte culturel ou politique, d'envergure et de fréquence. Certaines se recoupent également du point de vue de leur caractère persuasif ou coercitif. Enfin, de nombreuses tactiques se situent en marge des mouvements de résistance civile. Ces méthodes périphériques seront abordées au chapitre suivant.